

# INTRODUCTION<sup>1</sup>

Emmanuel GRÉGOIRE  
Vinesh Y. HOOKOOMSING  
Gérard LEMOINE

Plus de quatre décennies après l'indépendance, il nous a paru intéressant de retracer le chemin parcouru par la république de Maurice et de réfléchir aux défis qu'elle doit relever pour poursuivre son ascension dans le concert des nations. Si un grand pas a été franchi, l'avenir est parsemé d'embûches dans un monde en mouvement dont Maurice est désormais partie prenante ayant intégré les grands courants d'échanges internationaux.

Ce qu'on appelle communément à tort le « miracle » économique mauricien a consisté, en réalité, à surmonter le handicap de l'insularité : il n'y a en effet pas de miracle en matière économique, mais seulement des atouts naturels et historiques et de bons choix comme le montre Pierre Dinan dans le premier chapitre de cet ouvrage. Pour Maurice, ces atouts tiennent à une situation géographique favorable entre Afrique et Asie bien qu'éloignée des grands marchés solvables de la planète, un régime démocratique stable, une transition démographique réussie, un dynamisme économique marqué par le souci permanent d'entreprendre et de rechercher de nouveaux créneaux d'activités et enfin l'énergie et la volonté de maintenir le niveau de développement chèrement acquis. Pour

---

1. Les auteurs de cet ouvrage remercient Françoise Mulleret pour sa relecture attentive de leur manuscrit.

cela, Maurice peut compter sur l'aide de ses amis « traditionnels » que sont l'Inde, la France, la Grande-Bretagne et la Chine. Certes, tout n'est pas parfait, loin s'en faut : le retour du chômage, fléau qui longtemps toucha le pays, est toujours possible ; les inégalités sont fortes<sup>1</sup> bien que peu visibles de premier abord et peuvent finir par menacer l'harmonie sociale et inter communautaire ; la corruption demeure encore trop élevée bien que discrète<sup>2</sup> ; l'économie reste concentrée dans les mêmes mains depuis plusieurs générations ; la question du développement durable se pose avec force. Mais les progrès sont incontestables et, au-delà des plages, il y a bien un pays qui vit, travaille, entreprend et innove.

Depuis qu'elle a été détachée de la Grande-Bretagne en 1968, l'île Maurice a connu un développement économique et social spectaculaire qui a fait d'elle un pays émergent<sup>3</sup>. Qualifiée à une époque de « tigre de l'océan Indien », elle est l'un des rares pays africains si ce n'est le seul à s'être extrait de la liste des pays les plus pauvres de la planète pour rejoindre celle des pays à revenu intermédiaire : le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) la classe honorablement à la 81<sup>ème</sup> place dans son indice de développement humain (IDH 2007)<sup>4</sup>, ce qui situe Maurice devant certains pays d'Europe de l'Est. Le revenu par habitant est passé de 260\$ en 1968 à près de 6000\$ aujourd'hui : il a donc été multiplié par plus de vingt en quarante ans, ce qui montre la viabilité des petites îles tropicales que certains estiment pourtant condamnées à vivoter étant incapables de surmonter leur handicap géographique. La réussite de Maurice prouve le contraire et interpelle : comment ce micro État (2040 km<sup>2</sup>) perdu au milieu de l'océan Indien, faiblement peuplé (1.277.800 habitants) et sans ressources naturelles ni minières, est-il parvenu à un

- 
1. Pierre Dinan (*Le Mauricien*, 10 avril 2010) note que le coefficient de Gini, indice mesurant l'inégalité, est passé de 0,371 en 2001-2002 à 0,389 en 2007-2008 (plus on s'éloigne de 0 soit l'égalité parfaite plus il y a d'inégalités).
  2. L'ONG *Transparency International* qui évalue le degré de corruption des pays attribue à Maurice un indice de 5,4 sur une échelle graduée de 1 à 10. À titre de comparaison, le Danemark est très bien noté (9,3) tandis que le Soudan l'est très mal (1,5). La France est dans une situation intermédiaire (6,4).
  3. La république de Maurice comprend une île principale (Maurice), une seconde île (Rodrigues éloignée de 600 km au nord-est) et deux îlots (Agaléga situé à 1070 km au nord et Saint Brandon à 430 km au nord-nord-est). Elle revendique l'archipel des Chagos et l'île Tromelin détenus respectivement par la Grande-Bretagne et la France.
  4. L'IDH de Maurice est passé de 0,718 en 1990 à 0,770 en 2000 puis à 0,804 en 2007.

tel résultat alors qu'il semblait condamné au sous-développement et à la misère ?

Les raisons de ce succès sont multiples, mais l'une d'entre elles mérite d'être mise en avant : sa position géographique qui, de manière un peu contradictoire, constitue peut-être son principal atout comme le suggère la devise nationale : « Étoile et clé de l'océan Indien ». L'île Maurice était autrefois située sur la route des Indes tant convoitée par les puissances coloniales, mais aussi sur celle du thé, de la soie et de la porcelaine que les Européens allaient chercher dans leurs comptoirs de Chine. En 1761, le ministre britannique Pitt déclarait : « tant que les Français tiendront l'Isle de France<sup>1</sup> les Anglais ne seront pas les maîtres de l'Inde » (Toussaint A., 1972). Si l'ouverture du canal de Suez (1869) l'a mise à l'écart du négoce entre l'Europe et l'Asie, Maurice ambitionne de devenir une passerelle entre l'Afrique australe et orientale et des puissances émergentes comme l'Inde et la Chine qui, toutes deux, ont bien perçu son intérêt stratégique dans leur percée sur le continent africain. La piraterie qui sévit actuellement dans le golfe d'Aden et au large des côtes somaliennes pourrait d'ailleurs replacer Maurice sur les grands axes maritimes qui relient l'Amérique et l'Europe à l'Asie, comme il y a plus de cent cinquante ans.

La stabilité politique explique aussi la *success story* mauricienne. Cette stabilité doit être saluée car elle est rare en Afrique où les coups d'État sont fréquents : la *Special Mobile Force* est toujours restée dans ses casernes et n'a jamais fait irruption sur la scène politique. C'est tout à son honneur. De leur côté, les partis politiques se plient au verdict des urnes et le principe de l'alternance du pouvoir est respecté, majorité et opposition jouant leur rôle même si on assiste parfois à des renversements d'alliance surprenants. Autre aspect positif et insuffisamment souligné : le faible budget consacré aux dépenses militaires, ce qui est autant d'argent économisé qui peut être consacré à des investissements productifs ou sociaux. Enfin, État et secteur privé se sont toujours efforcés de cohabiter sans heurts ni conflits majeurs. Mieux encore, ils coopèrent de longue

---

1. Nom attribué à l'île par les Français.

date à travers un partenariat privé / public original et bénéfique au pays : Mahmood Cheeroo, secrétaire général de la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice (CCIM), rappelle que « depuis sa création en 1850, la Chambre a été engagée dans des discussions de haut niveau avec les pouvoirs publics sur les questions économiques. Et cette tradition est restée intacte au cours de ces cent soixante dernières années. Il est vrai qu'en fonction des circonstances, l'état de ces relations ait pu connaître des hauts et des bas mais à aucun moment la ligne de communication entre la Chambre et le régime en place n'a été rompue » (CCI Info, mars 2010). Cela explique en partie qu'il n'y a pas eu de politiques brutales de nationalisation de pans entiers de l'économie comme cela a été le cas dans de nombreux pays du Sud. Au contraire, l'entrepreneuriat a été toujours encouragé et le slogan est désormais de faire du « *business friendly* » pour rassurer les investisseurs locaux et attirer les étrangers.

Les choix économiques ont, bien entendu, été au cœur de la croissance mauricienne. Longtemps basée sur la monoculture sucrière, la diversification a été la clé de voûte du succès : textile et tourisme au début des années quatre-vingt puis *offshore* financier et port franc durant les années quatre-vingt-dix et enfin activités liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) et industrie marine depuis quelques années seulement. De nouveaux domaines sont explorés pour l'avenir. La diversification est devenue une obsession, sans doute une séquelle de l'histoire d'un pays trop longtemps dépendant du seul sucre : « ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier » pourrait être la devise économique du pays. Sans doute, cette stratégie avisée a aidé à traverser la crise économique mondiale sans difficultés majeures alors qu'on craignait que l'économie mauricienne ne soit plus fortement touchée<sup>1</sup> : la Banque de Maurice estime le taux de croissance économique pour l'année 2009 à 3%, ce qui a contribué à éviter que le chômage n'augmente puisqu'il touche 7,3% à la fin de l'année 2009 contre 7,2% un an auparavant.

Enfin, ce résultat flatteur a été obtenu grâce au travail de la

---

1. Si ce n'est le tourisme qui a enregistré, en 2009, une baisse de fréquentation de 6,4% et de recettes de 13,4%.

population, à ses efforts et à son désir de chasser la misère et de parvenir à un mieux-être, objectif atteint grâce à un souci de partager les fruits de la croissance, ce qui permet également d'assurer la stabilité sociale. Toutefois, la société mauricienne demeure marquée par de fortes inégalités. Par ailleurs, la paix inter communautaire traverse parfois des périodes difficiles comme ce fut le cas lors des émeutes de février 1999.

Cet ouvrage qui espère apporter au lecteur une connaissance fine de Maurice se propose d'analyser les mutations économiques et sociales du pays et d'en donner une vision autre que celle habituellement véhiculée par les guides touristiques : une île paradisiaque aux plages de sable blanc bordées d'un lagon aux eaux limpides et à la température toujours clémente. Au-delà de l'analyse des progrès réalisés, les auteurs entendent identifier les grands défis qui attendent le pays afin de conforter les acquis et de poursuivre sa marche en avant. Maurice doit gérer les conséquences de la transformation de l'économie internationale sous l'effet de la globalisation et de la libération des forces du marché depuis la chute du mur de Berlin. Celles-ci ont sonné le glas de ce que les tenants du libéralisme ont qualifié de protectionnisme. Le pays en a bénéficié durant de longues années à travers le protocole sucre et l'accord multifibres<sup>1</sup>, tous deux désormais abolis. Après s'être longtemps cantonné au secteur primaire, Maurice a misé sur le secondaire où la concurrence est devenue si sévère que le pays a perdu certains de ses avantages notamment en termes de coûts salariaux. Aussi, il se tourne à présent vers le tertiaire, ce qui nécessite l'acquisition de nouveaux savoirs. Ces savoirs peuvent être considérés comme une part essentielle de la croissance. Dans le contexte de la mondialisation, leur maîtrise explique l'avantage comparatif des entreprises, mais aussi des nations et, partant l'état de développement politique, économique et social des populations. Maurice, pays qui dispose de peu de ressources naturelles et de matières premières, s'inscrit dans ce type d'économie fondée sur la connaissance (les autorités parlent de la mise en place d'un *knowledge hub*). L'ouvrage porte donc une attention toute particulière aux politiques d'éducation et d'enseignement supérieur

---

1. Il s'agissait plutôt à nos yeux, d'une forme de commerce équitable (cf. chapitre 1, II<sup>ème</sup> partie).

et par là à la formation qui, plus que jamais, conditionne l'avenir du pays. Quatre grandes parties le structurent :

– la première, « réussite économique et ouverture sur le monde (1968-2010) », retrace l'histoire économique du pays et la replace dans le contexte international.

– la seconde présente les grandes filières d'activités de l'économie mauricienne que sont le sucre, le textile, le tourisme, l'*offshore* financier rebaptisé *Global Business*, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), le port franc et l'industrie marine.

– la troisième partie, « développement économique et recompositions sociales », analyse les bouleversements sociaux qui sont intervenus depuis l'indépendance en s'intéressant, tout d'abord, au secteur privé national qui a été un des principaux moteurs de la croissance puis aux transformations sociales induites par le rapide développement du pays.

– la quatrième partie, « les savoirs, enjeux d'avenir », comprend deux chapitres, l'un consacré à l'éducation abordée dans une perspective historique (depuis la période française), l'autre à l'enseignement supérieur. La réflexion est ici plus prospective, l'objectif étant de faire le lien entre savoirs et mondialisation, ce qui paraît être dans l'avenir un enjeu majeur : l'acquisition de nouveaux savoirs est essentielle pour un pays comme Maurice qui entend lutter contre le retour du chômage et offrir des emplois qualifiés aux jeunes sans cesse plus scolarisés et diplômés qui arrivent sur le marché du travail.

L'approche adoptée est pluridisciplinaire puisque les auteurs des différents textes sont pour certains économistes, pour d'autres géographes, sociologues ou linguistes. Tous ont une parfaite connaissance du milieu étant Mauriciens ou étrangers vivant sur place ou s'y rendant régulièrement de longue date. Il s'agit donc d'un travail collectif réalisé avec l'appui de l'Institut de la Francophonie pour l'Entrepreneuriat (IFE).

Grégoire Emmanuel, Hookoomsing V.Y., Lemoine G.  
(2011)

Introduction

In : Grégoire Emmanuel (dir.), Hookoomsing V.Y. (dir.),  
Lemoine G. (dir.). *Maurice : de l'île sucrière à l'île des  
savoirs*

Maurice : Le Printemps, p. VI-XII

ISBN 978-99949-1-054-0